

## Mexique : le chantier titanesque d'AMLO

José Rosario Marroquín Farrera

Number 801, March–April 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90303ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Marroquín Farrera, J. R. (2019). Mexique : le chantier titanesque d'AMLO. *Relations*, (801), 32–34.



# MEXIQUE : LE CHANTIER TITANESQUE D'AMLO

*Une grande partie de la population, souffrant des contrecoups de la globalisation, de la corruption et de la violence généralisées, porte ses espoirs sur le nouveau président de gauche Andrés Manuel López Obrador.*

**José Rosario Marroquín Farrera\***

L'auteur est chercheur à l'Instituto de investigaciones en medio ambiente de Puebla, au Mexique

**L**es élections du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au Mexique ont conduit à un changement de gouvernement et porté au pouvoir Andrés Manuel López Obrador – AMLO, comme on le surnomme – du Mouvement de régénération nationale (Morena), un parti issu des mouvements sociaux fondé en 2014. Ce changement dans la vie politique mexicaine est l'expression d'un écœurement de la part de la population face au processus de désintégration sociale que vit le pays. Des rapports émanant tant d'organisations non gouvernementales que d'organismes officiels rendent compte d'un climat préoccupant de violation de droits humains et de corruption qui trouve un terrain fertile dans l'impunité.

Selon les conclusions du rapport *Índice de paz México 2018*, par exemple, réalisé par l'Instituto para la Economía y la Paz, le Mexique a atteint un taux historique d'homicides en 2017, soit 24 morts par 100 000 habitants. Si 2011 marque le point de départ de cette hausse de la violence, avec l'apogée de la « guerre contre la drogue », 2017 a été l'année la plus violente du début de ce siècle.

Cette violence est la face sombre de l'intégration du Mexique à la globalisation et de son inclusion au sein du groupe des 20 économies nationales les plus puissantes du monde. Elle se manifeste de différentes façons : augmentation des disparitions de détenus aux mains de la police, durcissement de la violence contre les personnes migrantes qui traversent le pays, accroissement des féminicides, lynchage de plus en plus fréquent de personnes soupçonnées de vol ou d'enlèvement, vols massifs d'essence revendue sur le marché noir, pillage de trains, attaques contre des militantes et militants pour les droits humains, etc.

Ce climat de perturbation sociale ne résulte pas seulement de la criminalité liée au narcotrafic, mais aussi de l'aggravation de la délinquance commune et de la violence dans les relations sociales. Il a aussi surtout à voir avec l'insouciance et l'insensibilité dont fait montre la classe politique devant les besoins criants des secteurs les plus pauvres de la population. Non contente de doré son image médiatique en organisant des fêtes et des banquets avec le gratin de la société, cette classe a poussé l'odieux jusqu'à s'octroyer, sous le gouvernement sortant d'Enrique Peña Nieto, une hausse scandaleuse de salaire.

Pendant ce temps, en l'absence de contrôle fiscal et politique adéquat, des entreprises privées se sont partagé des fonds publics par l'obtention de juteux contrats pour des travaux publics ou par d'autres activités propices à la corruption.

Ce comportement irresponsable traduit bien la déconnexion de plus en plus grande des élites politiques et économiques d'avec la population et la société dans son ensemble. Il y a en fait deux pays en un au Mexique : celui qui est incorporé à la globalisation capitaliste, caractérisé par la prospérité et l'opulence, et celui où vit la grande majorité de la population qui doit endurer le pire de ce système économique. Parmi cette dernière, on trouve les peuples autochtones, qui sont les premières victimes de la détérioration écologique et de l'accapement des terres par les multinationales ; et la population paysanne, qui doit faire face au dépeuplement croissant des zones rurales, résultat de l'abandon des politiques agraires sur l'autel du libre-échange<sup>1</sup>. En même temps que quelques-uns accèdent au club des milliardaires de la globalisation, un immense contingent de la population est relégué à l'oubli et à la misère.

C'est ce Mexique des laissés-pour-compte qui a élu le nouveau gouvernement. Le parti de López Obrador a obtenu la grande majorité des sièges des deux chambres du pouvoir législatif. La complexité de la situation actuelle pose d'emblée un grand défi : il lui faut répondre aux demandes pressantes des divers secteurs de la société tout en empêchant que le développement économique se traduise par une exclusion sociale et une détérioration environnementale plus grandes – ce que les gouvernements précédents ne sont encore jamais arrivés à faire. Certes, le fait d'avoir une grande majorité des sièges favorise la mise en œuvre de réformes qui ont toujours été remises à plus tard, mais cela ouvre en même temps la voie à l'autoritarisme dans un système politique où il existe peu de contrepouvoirs. Le nouveau gouvernement doit trouver dans la société civile les interlocuteurs nécessaires pour tracer des limites à l'exercice du pouvoir.

## **Combattre la corruption et la violation des droits humains**

Tant la violence sociale, qui a été le prétexte à de nombreuses violations de droits humains par les forces de l'ordre, que la corruption généralisée, sous la forme de l'enrichissement personnel mais aussi du pouvoir d'influence au profit de grandes entreprises, partagent un trait commun : l'impunité. Dans les



années 2000, la fin du gouvernement ininterrompu du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant 71 ans, avait fait espérer la fin de l'impunité. Ce même espoir est revenu en force avec l'élection du gouvernement de López Obrador, qui devra en plus tenir compte des crimes commis par le pouvoir durant les 12 années de la « guerre contre la drogue », de 2006 à aujourd'hui.

La possibilité s'offre enfin au Mexique de consolider le processus judiciaire et d'établir des sanctions crédibles et justes dans les cas de corruption. Jusqu'à présent, le système de justice a été mis au service de la répression des opposants et des dissidents tout en fermant les yeux sur les abus commis par ceux qui détiennent le pouvoir. Il sert les intérêts de l'élite politique et économique. Les institutions judiciaires n'ont pas combattu l'impunité ni généré une société plus sécuritaire, mais se sont comportées comme des instruments de contrôle social. Elles ont cherché à mettre un frein, voire un terme aux activités des opposants politiques, des défenseurs de l'environnement et des droits humains plutôt qu'à permettre que justice et vérité soient faites.

### Un gouvernement dans la mire des citoyens

Pour résumer son programme de gouvernement, le nouveau président du Mexique a trouvé une formule qui traduit bien les attentes des secteurs les plus affectés par les politiques des gouvernements antérieurs : « Ne pas voler, ne pas mentir et ne pas trahir le peuple. » López Obrador a parcouru plusieurs fois le pays depuis 2006, année où il a perdu les élections à la suite d'un processus électoral qui a semé de sérieux doutes quant à la légitimité du vainqueur, Vicente Fox. Tout au long de ces années, il a constamment dénoncé la « mafia au pouvoir », appelant à ce que le pays entame une réforme profonde qui

mette fin au taux élevé de corruption et aux liens qu'entretiennent les classes politique et entrepreneuriale avec des bandes criminelles, au détriment des secteurs pauvres et des victimes d'abus de pouvoir. Honnêteté et ténacité caractérisent son comportement, ce que confirment tant son bilan irréprochable à la tête du gouvernement de la Ville de Mexico, de 2000 à 2005, que sa détermination à se battre aux élections présidentielles successives jusqu'à son accession à la présidence avec un appui très élevé, le taux de participation dépassant celui des élections précédentes.

Ce vote massif en faveur d'AMLO, ses discours reflétant sa proximité avec les couches populaires et sa promesse de relancer des politiques sociales lui ont valu des critiques acerbes l'accusant de populisme désastreux de la part des secteurs du pays qui voient d'un mauvais œil son arrivée au pouvoir. Ce sont ces mêmes secteurs qui considèrent que son gouvernement entraînera un recul par rapport aux réalisations des gouvernements précédents, à la fois en raison de ses orientations sociales et de l'arrivée de politiciens non professionnels dans certains ministères. En ce qui concerne les politiques sociales, on soutient qu'il n'y aura pas assez d'argent pour les financer et que cette promesse n'était qu'une façon d'acheter le vote des pauvres qui, au fond, ne veulent pas travailler. Le passé colonial et la polarisation sociale refont ainsi surface, bien souvent avec les préjugés qui les accompagnent.

Le plus important défi reste peut-être celui de mettre en place un dialogue large, ouvert et transparent, qui devra s'établir avec les divers secteurs de la population afin de générer des contrepoids citoyens.

Le gouvernement devra aussi être en mesure d'élaborer des plans et des programmes bien détaillés pour répondre aux demandes citoyennes et identifier clairement les objectifs précis

De nombreux défis attendent le nouveau président mexicain Andrés Manuel López Obrador.  
Photo : PC/Mario Guzman





et les actions nécessaires afin d'arriver à la pacification du pays tant désirée et à l'éradication de la corruption, au-delà de simples changements individuels et d'appels publics à la moralité. Rien de très précis n'a pu être observé jusqu'à présent sur ces points, outre la décision du nouveau gouvernement de centraliser la gestion des programmes sociaux, destinés à combattre la pauvreté, pour éviter que les multiples instances sociales et politiques locales qui en avaient auparavant la gestion imposent des « conditions » indues ou en détournent les fonds.

### Il s'agit de reconstruire un pays marqué par une guerre sale, menée au service des intérêts économiques d'une infime minorité.

En ce moment, le gouvernement mène une action incontournable qui permettra, à terme, de juger de sa capacité à traduire les attentes sociales en actions efficaces : il s'agit de la lutte contre le vol massif de carburant un peu partout dans le pays, principalement de l'essence. Des citoyens ordinaires et des dirigeants de la société pétrolière d'État, Petróleos Mexicanos, sont engagés dans ce combat. Les changements qu'on a dû apporter dans le transport du carburant, par exemple, ont entraîné des pénuries dans certaines régions et le mécontentement d'une partie de la population. Cette situation révèle un autre défi qui, cette fois, ne concerne plus seulement le gouvernement, mais la société mexicaine dans son ensemble, qui doit démontrer sa capacité à soutenir des actions gouvernementales difficiles, mais nécessaires, pour extirper la corruption qui a pris racine dans les institutions et la vie sociale.

#### Défis de la société civile

Réformer le cadre institutionnel afin de permettre une plus ample participation citoyenne à la vie démocratique est certainement un moyen pour reconstruire ce pays fragilisé par la violence et les violations continuelles des droits humains, commises en toute impunité. On ne pourra y arriver qu'en

décuplant l'élan qui s'est exprimé dans les urnes par une mobilisation soutenue, qui passe par la consolidation des organisations indépendantes de la société civile, la création de partis d'opposition, la diversification des moyens d'information et de communication et l'ouverture de nouveaux médias permettant à toutes les voix de s'exprimer, particulièrement celle des personnes en situation de vulnérabilité et d'exclusion.

Les défis sont nombreux : obliger les gouvernants à rendre des comptes, ne plus tolérer l'insouciance et la corruption, combattre les tendances corporatistes et clientélistes, ne pas céder à l'autoritarisme ni tolérer que les droits humains soient violés au nom de la sécurité. L'engagement actuel des familles des disparus, des défenseurs des droits humains et des communautés qui résistent à l'accaparement des terres et à la dégradation environnementale causée par les industries extractives, par exemple, donne des raisons de croire fortement que la société mexicaine peut y arriver.

Il s'agit de reconstruire un pays marqué par une guerre sale, menée au service des intérêts économiques d'une infime minorité. Relever ce défi passe par le renforcement des pratiques et des procédures qui créent un contrepoids réel aux intérêts occultes servis par l'actuel cadre institutionnel. Cela exige qu'il y ait une plus grande transparence au sein du gouvernement et de l'administration publique, et des critères clairs en ce qui a trait au respect des droits humains, qui soient appliqués avec fermeté par le système de justice. Un nouveau pacte social est aussi nécessaire, dans lequel toutes les personnes – particulièrement celles qui sont menacées par des projets de développement mettant en danger l'intégrité de leur territoire – pourraient avoir un mot à dire sur toutes les questions qui les concernent.

Ce n'est là qu'une étape dans la longue reconstitution d'un tissu social déchiré par tant de violences et d'impunité, mais une étape nécessaire qu'il incombe au nouveau gouvernement de mener enfin à terme. ©

\* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. Alberto Arroyo Picard, « Vingt ans d'ALÉNA au Mexique », *Relations*, n° 775, décembre 2014.

